

CONCESSION DE SERVICE

Pour la mise à disposition, la gestion et l'entretien de distributeurs automatiques de boissons
Et de denrées au profit des sites du Cercle de la Base de Défense à Toulon et à Hyères

Dossier N° 2026 054 CS/CBdDT 2026

Entre

Le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon,
Dénommé ci-après « le concédant ».

D'une part,.....

Et

La personne habilitée à engager sa signature,
Dénommée ci-après « le concessionnaire ».

D'autre part,.....

Table des matières

Article liminaire	5
Article 1 : Objet de la concession	5
Article 2 : Documents contractuels	5
Article 3 : Estimation du contrat	5
Article 4 : Mode de passation	5
Article 5 : Etendue de la concession de service.....	5
Article 6 : Durée de la concession de service.....	6
Article 7 : Lieux d'exécution.....	6
Article 8 : Etablissement des ordres de service.....	6
Article 9 : Echancier prévisionnel	6
Article 10 : Délais d'exécution des prestations.....	6
10.1 Délais d'exécution	6
10.2 Prolongation des délais d'exécution	6
Article 11 : Fermeture des sites	7
Article 12 : Fermeture de l'entreprise du concessionnaire pour congés.....	7
Article 13 : Service minimal en cas d'arrêt de travail (grève) du personnel du concessionnaire.....	7
Article 14: Obligations des parties	7
14.1 Obligation du concédant.....	7
14.2 Obligation du concessionnaire	7
14.2.1 Obligation de résultats.....	7
14.2.2 Assurances	8
14.2.3 Obligations pour les appels et/ou demandes de l'administration	8
14.2.4 Obligation de conseil	8
14.2.5 Obligation d'information	8
14.2.6 Obligation de confidentialité	8
14.2.7 Mesures de sécurité	9
14.2.8 Responsabilité du concessionnaire.....	9
Article 15 : Clauses environnementales	9
Article 16 : Clauses de réexamen.....	9
Article 17 : Les distributeurs	10
17.1 Caractéristiques techniques	10
17.2 Approvisionnement	10
17.3 Maintenance.....	10
17.4 Entretien.....	11
17.5 Evolution des distributeurs.....	11

17.6 Liste des produits	11
17.6.1 Les boissons chaudes.....	11
17.6.2 Les boissons froides.....	11
17.6.3 Les denrées alimentaires.....	11
Article 18 : Régime financier.....	12
18.1 Forme et contenu des prix	12
18.2 Variation des prix.....	12
18.3 Redevance	12
Article 19 : Suivi de la prestation.....	12
Article 20 : Pénalités	13
Article 21: Dispositions diverses	13
21.1 Langue	13
21.2 Sous-traitance	13
21.3 Résiliation	14
21.3.1 Cas général.....	14
21.3.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	14

Représentation des parties

Autorité concédante : le Cercle de la Base de Défense de Toulon – EPA (Etablissement Public Administratif)

Adresse postale :
Cercle de la Base de Défense de Toulon
1 avenue Amiral Aube – BP 151
83000 Toulon

Représentant légal :
Le représentant légal de la personne publique concernée, représentant l'autorité concédante, est le CRP Nicolas ROUAULT, directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Représentant administratif :
Le service représentant administratif de la présente concession est le bureau achats publics du Cercle de la Base de Défense de Toulon.
Tél : 04 22 43 89 24

Représentants locaux :
Le représentant local de chaque site est mentionné au sein de l'annexe A1 du CCP

Le concessionnaire :
Le représentant légal du concessionnaire, habilité à représenter le concessionnaire pour les besoins de l'exécution du marché : coordonnées à transmettre au représentant administratif dès notification.

Article liminaire

Les litiges et différends nés de l'exécution de ce marché seront soumis au juge administratif français.

Le tribunal administratif de Toulon est seul compétent.

Les correspondances et documents relatifs à cette consultation sont rédigés en français.

L'unité monétaire est l'Euro.

Article 1 : Objet de la concession

La présente concession a pour objet la mise à disposition, la gestion et l'entretien de distributeurs automatiques de boissons et de denrées au profit des sites du Cercle de la Base de Défense à Toulon et à Hyères. Les différentes unités bénéficiaires de ladite concession sont détaillées dans l'article 7 *infra*.

Le détail et le nombre (23) des distributeurs se trouvent dans l'annexe domaniale.

Les prestations du concessionnaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente concession. Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le concessionnaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Article 2 : Documents contractuels

Les pièces constitutives de la concession comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (Annexe A) dûment renseignés, datés et signés par le concessionnaire ou tout autre représentant désigné par la société et accepté par l'administration ;
- L'annexe domaniale ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son Annexe A1 ;
- L'offre technique du concessionnaire.

Article 3 : Estimation du contrat

Conformément à l'article R3121-1 du Code de la commande publique, la valeur estimée du chiffre d'affaires susceptible d'être réalisé, charges et redevance incluses, est déterminée en fonction du nombre de consommateurs susceptibles d'utiliser ce service.

Le chiffre d'affaires estimé est, pour 23 distributeurs, d'environ 160 000 € TTC par an.

Article 4 : Mode de passation

La présente concession est passée sous la forme d'une procédure avec publicité et mise en concurrence selon les dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L1121-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession implique une réelle exposition aux aléas du marché de sorte que le concessionnaire assume en totalité le risque d'exploitation du service.

Article 5 : Etendue de la concession de service

La prestation consiste à assurer aux frais et risques du concessionnaire :

- La livraison et la mise à disposition des distributeurs automatiques (avec reprise des emballages) nouvelles générations, la mise en service et l'enlèvement des distributeurs à l'issue du contrat ;
- L'enlèvement des anciens distributeurs jugés obsolètes actuellement en place et la mise en place de nouveaux appareils ;
- L'approvisionnement autant que nécessaire en fournitures pour les boissons chaudes, boissons fraîches, denrées alimentaires diverses et accessoires ;
- L'entretien et la maintenance des distributeurs, à titre préventif et correctif et le remplacement, le cas échéant, des distributeurs hors d'usage par des appareils de même type ;
- La désinfection en cas de mesures sanitaires ;
- L'enlèvement des déchets, le cas échéant ;
- La collecte des fonds perçus.

Il est entendu que l'implantation des distributeurs automatiques sera faite en dépôt gratuit.

Article 6 : Durée de la concession de service

Le présent contrat de concession s'applique à partir de la date de début d'exécution fixée au **27 mars 2026**. Il est valable pour une durée de douze (12) mois renouvelable trois (3) fois douze (12) mois par tacite reconduction, chaque année partir de la date anniversaire de début d'exécution. La concession ne pourra pas excéder quarante-huit (48) mois.

En cas de décision de non reconduction, le concessionnaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception sous un préavis de deux (2) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

Article 7 : Lieux d'exécution

Les prestations s'exécuteront au sein des sites suivants :

A Toulon :

- Escale Amiral Ronarc'h ;
- Club Nautique de la Marine ;
- Centre de Loisirs de La Naïade ;
- Foyer Oudard ;

A Hyères :

- La Base Aéronavale (BAN)

Les adresses et contacts sont précisés dans l'Annexe A1 du CCP.

Article 8 : Etablissement des ordres de service

La mise en place des distributeurs sera réalisée par étape conformément à l'article 9 du présent CCP et sur la transmission d'un ordre de service.

L'ordre de service est établi et notifié par courriel au concessionnaire par le bureau achats publics du Cercle de la Base de Défense de Toulon. L'ordre de service sera signé par les deux parties.

Article 9 : Echéancier prévisionnel

La mise en place des distributeurs sera réalisée en trois phases :

1. Sur les sites de l'Escalé Ronarc'h, du CNMT et du Foyer Oudard à compter du 27 mars 2026 ;
2. Sur le site de La Naïade à compter du 30 mars 2026 ;
3. Sur le site de la BAN de Hyères à compter du 31 mars 2026.

Cet échéancier est une prévision qui n'engage pas le concédant. Les dates sont susceptibles d'être modifiées.

Article 10 : Délais d'exécution des prestations

10.1 Délais d'exécution

La mise en service des distributeurs s'effectue, soit dans un délai de cinq (5) jours ouvrés au plus tard à compter de la date de notification de l'ordre de service, soit à compter de la date de début d'exécution indiquée dans l'ordre de service.

Dès que les délais sont dépassés, et dans le cas où le concessionnaire ne prévient pas du retard de l'exécution dans le délai contractuel ou, si la demande intervient après l'expiration de la date ou du délai contractuel, le concessionnaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités conformément à l'article 20 du présent CCP.

10.2 Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le concessionnaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

L'autorité concédante peut prolonger le délai contractuel :

- Si le concessionnaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date ou le délai contractuel du fait de la personne publique ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- Si le concessionnaire est mis dans l'impossibilité de respecter la date ou le délai contractuel de son propre fait et à condition que celui-ci en ait formulé la demande, en indiquant les motifs justifiant cet empêchement et en proposant un nouveau délai d'exécution, ou une nouvelle date dans un délai de quarante-huit heures (48h) à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du contrat dans le délai contractuel.

Toute demande doit être adressée le plus tôt possible par courriel au bureau achats publics.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 11 : Fermeture des sites

Les sites du Foyer Oudard et du Centre de loisirs de La Naïade sont fermés entre deux et quatre semaines en période estivale et quinze jours durant les fêtes de fin d'année. Si l'accès aux distributeurs automatiques est impossible durant ces périodes, les sites bénéficiaires devront, quinze jours avant la fermeture, en informer le concessionnaire.

En cas de fermeture exceptionnelle de l'un ou de plusieurs sites bénéficiaires, ceux-ci devront en informer le concessionnaire au minimum quinze (15) jours auparavant.

Aucune intervention ne s'effectue en principe les samedis, dimanches, jours fériés, ainsi qu'en cas de pont ou de week-end prolongé et pendant les périodes de fermetures. Cependant en cas de besoin avéré, sur demande de l'autorité concédante ou des représentants locaux, le concessionnaire devra intervenir immédiatement pour approvisionner les distributeurs.

Article 12 : Fermeture de l'entreprise du concessionnaire pour congés

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période éventuelle de fermeture de l'entreprise du concessionnaire.

Si le concessionnaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent contrat. En cas de recours à la sous-traitance, celle-ci doit obligatoirement être soumise à l'agrément de l'autorité concédante, au moins deux mois avant la date de la fermeture envisagée.

Article 13 : Service minimal en cas d'arrêt de travail (grève) du personnel du concessionnaire

En cas d'arrêt de travail (grève) de son personnel, le concessionnaire sera tenu d'assurer les prestations définies au présent CCP.

Article 14: Obligations des parties

14.1 Obligation du concédant

Le contrat de concession emporte occupation du domaine public et vaut titre d'occupation conformément à l'article L3132-1 du code de la commande publique.

Le concédant s'engage à mettre disposition du concessionnaire les espaces d'implantation des appareils. La distribution d'eau et d'électricité ainsi qu'un branchement électrique sont mis à disposition à titre gratuit.

14.2 Obligation du concessionnaire

14.2.1 Obligation de résultats

Le concessionnaire s'engage à tout mettre en œuvre pour l'obtention du résultat qui porte sur :

- L'approvisionnement des distributeurs sans rupture d'utilisation, l'entretien et la maintenance des appareils. En cas d'urgence, une intervention sous vingt-quatre (24) heures sera exigée ;
- Le changement à l'identique ou de même type d'un appareil défectueux et non réparable sous quarante-huit (48) heures.

14.2.2 Assurances

Le concessionnaire est responsable des dommages que son activité pourrait causer directement ou indirectement à l'égard de son personnel, aux tiers, aux usagers, à la personne publique, à ses biens et aux biens appartenant à l'Etat.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

A ce titre, le concessionnaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent contrat.

Il souscrira également les polices d'assurance nécessaires contre tout dommage causé à l'Etat et aux biens confiés, couvrant notamment les sinistres tels que, dégâts des eaux et incendie, inondation, explosion, foudre, intempéries, ainsi que les dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Le montant des garanties souscrites pour couvrir les risques d'intoxication alimentaire et d'empoisonnement ne peut être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché français de l'assurance.

Il s'engage à remettre à l'autorité concédante une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le concessionnaire s'engage à informer expressément l'autorité concédante de toute modification de son contrat d'assurance.

Il fera parvenir au concédant une attestation d'assurance à chaque renouvellement de celle-ci.

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le concessionnaire.

14.2.3 Obligations pour les appels et/ou demandes de l'administration

Le concessionnaire désigne un correspondant et un suppléant pour le représenter auprès du concédant. Ces personnes nommément désignées doivent être joignables par le concédant d'une part, chaque jour ouvrable afin de répondre aux demandes administratives et/ou techniques de celle-ci et d'autre part, en jours ouvrables et non ouvrables, en cas de problèmes mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens ainsi que le réapprovisionnement d'un distributeur.

14.2.4 Obligation de conseil

Le concessionnaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements et de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques, les menaces et propose des actions pour les réduire.

14.2.5 Obligation d'information

Le concessionnaire est tenu de signaler à l'autorité concédante tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'autorité concédante s'engage à collaborer avec le concessionnaire tout au long de l'exécution du contrat.

14.2.6 Obligation de confidentialité

Le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent contrat, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent pas être, sans autorisation expresse de l'autorité concédante, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le concessionnaire, hors du présent contrat ou à l'issue de son exécution.

Le concessionnaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'autorité concédante pourra demander, à tout moment, au concessionnaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou support d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le concessionnaire pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du concessionnaire en sus de pénalités et d'amendes.

14.2.7 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du concessionnaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

14.2.8 Responsabilité du concessionnaire

Le concessionnaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le concessionnaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualités attendus. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du contrat mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du contrat.

Article 15 : Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles L3111-1 et L3114-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : les matériels et les produits (tout produit servant à l'entretien des distributeurs et des aires de stockage), afférents au présent contrat, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le concessionnaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent contrat.

Article 16 : Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L3135-1 et R3135-1 du Code de la commande publique, des modifications du contrat de concession pourront être apportées ultérieurement.

La présente clause de réexamen est mise en œuvre en cas de variation du périmètre de contrat. Ces variations devront obligatoirement respecter l'objet et l'équilibre financier du contrat. Dans un contexte général de forte réorganisation au sein du Ministère des Armées, l'occupation des différentes emprises est sujette à certaines évolutions durant l'exécution du contrat. La présente clause de réexamen a pour objet de prendre en compte ces éventuelles fluctuations, sans risquer de bouleverser l'économie générale du contrat.

Le contrat pourra évoluer en cas de changement dans :

- La localisation des distributeurs ;
- Le nombre et le type de distributeurs à mettre à disposition et entretenir ;
- Suppression ou ajout d'options existantes.

Dans le but d'améliorer le confort des utilisateurs ou pour des raisons techniques ou de sécurité, l'administration pourra faire évaluer ou changer la configuration ou la destination des distributeurs durant toute la durée du contrat.

Le titulaire du contrat devra adapter les prestations sans modification du prix de vente des prestations ou sans rémunération complémentaire ou supplémentaire.

Dans ce cas de figure, en cours de contrat, le nombre de distributeurs en gestion pourra être modifié, en plus ou en moins.

En cas de suppression d'un ou plusieurs distributeurs, le titulaire du contrat ne peut pas prétendre, à cette occasion, au versement d'une quelconque indemnité.

Ces évolutions quantitatives seront prises en compte par le titulaire sur la base des prestations définies au présent contrat. Toute modification ci-dessus définie fera l'objet d'une information motivée au titulaire, décrivant précisément les sites, localisations, nombre de distributeurs concernés (notamment caractéristiques des locaux, adresse, etc...).

La mise en application de la clause de réexamen sera formalisée par avenant signé entre les deux parties et les prestations seront déclenchées via un ordre de service. Une copie de ces modifications sera transmise à l'administration chargée d'établir chaque année le montant annuel de la redevance domaniale.

Article 17 : Les distributeurs

17.1 Caractéristiques techniques

Les distributeurs devront être d'utilisation simple, permettant une sélection claire des produits et comportant un affichage des prix.

Le système doit permettre le suivi régulier des transactions.

Chaque distributeur est équipé d'un système de sécurité antieffraction. Il est précisé que l'autorité concédante n'est pas responsable des actes de vandalisme subis par les distributeurs.

Les distributeurs sont de préférences équipés :

- D'un système de détection électronique de produit garantissant la bonne extraction du produit ;
- D'un système qui adoucit l'extraction de produit en évitant des chutes depuis le canal au tiroir de collecte.

Les distributeurs de boissons chaudes sont équipés de filtration et distribuent des gobelets en carton ou en matière recyclable (plastique interdit).

Pour les distributeurs de boissons froides et de denrées alimentaires, les produits proposés doivent être visibles de l'extérieur et notamment la date de consommation.

Le concessionnaire peut proposer également aux unités bénéficiaires un habillage des distributeurs automatiques sous forme de stickers décoratifs.

Ergonomie-accessibilité des distributeurs

Les distributeurs devront être accessibles aux personnes à mobilité réduite. Ils devront être de taille raisonnable afin de ne pas encombrer de façon excessive l'espace des lieux d'accueil.

Les emplacements devront être d'un accès facile pour l'ensemble des usagers et en conformité avec les normes de sécurité en vigueur au jour de l'installation des distributeurs.

Monnayeur

Pour l'acquittement des sommes dues par les consommateurs et le personnel, les distributeurs seront, à minima, obligatoirement équipés de monnayeurs électroniques avec rendu de monnaie.

Les pièces acceptées sont 0.05 €, 0.10 €, 0.20 €, 0.50 €, 1.00 € et 2.00 €.

Le concessionnaire peut proposer d'autres moyens de paiement comme les billets ou particulièrement le paiement par carte bancaire (code ou sans contact).

17.2 Approvisionnement

Le concessionnaire s'engage à intervenir, tous les jours, sur les sites concernés afin de réapprovisionner les distributeurs, sauf en cas de fermeture du site.

17.3 Maintenance

La maintenance est assurée sans coût supplémentaire par le concessionnaire. En cas de dysfonctionnement des distributeurs, le concessionnaire s'engage à mettre tous les moyens en personnel et matériel pour permettre une intervention rapide de maintenance, de réparation ou de remplacement.

Le concessionnaire s'engage à intervenir sur site dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de la réception de la demande d'intervention. La demande s'effectue par tout moyen permettant de donner une date et heure certaine.

Le concessionnaire devra prévoir une procédure en cas de dysfonctionnement et communiquer à l'autorité concédante un numéro d'appel téléphonique et une adresse mail. Le distributeur d'appel devra apparaître sur chaque appareil.

A cet effet, le concessionnaire indiquera, de manière visible, les références de l'équipement sur chaque distributeur.

Si le dysfonctionnement persiste, le concessionnaire s'engage à reprendre l'appareil défaillant et à installer un nouvel appareil, disposant de fonctionnalités équivalentes ou supérieures dans un délai de quarante-huit (48) heures ouvrés, sous peine de pénalités.

17.4 Entretien

Les distributeurs doivent être tenus dans un état de propreté irréprochable.

L'autorité concédante se réserve le droit de procéder à un contrôle des surfaces extérieures et intérieures de la propreté du distributeur lors du réapprovisionnement. Ce contrôle peut être effectué par des prélèvements et tests de surface.

Le concessionnaire procédera, à chaque réapprovisionnement, au nettoyage avec des produits désinfectants des façades et autres parois vitrées, des spirales, des grilles, des réceptacles, écran tactile et clavier.

Le concessionnaire procédera **deux (2) fois par an** à :

- Un nettoyage qui comprendra le nettoyage du monnayeur, des joints d'axe, des cuves, des moyens de distribution des produits etc... ;
- L'entretien du groupe froid.

17.5 Evolution des distributeurs

L'autorité concédante pourra demander au concessionnaire de déplacer certains distributeurs sans frais. Elle se réserve le droit de demander l'ajout, sans frais, de distributeurs, dans la limite de l'article L3135-1 du Code de la Commande Publique.

L'autorité concédante est en droit également de demander au concessionnaire le remplacement d'un distributeur, en raison de pannes répétées ou si l'aspect de l'appareil est vieillissant, ou dans le cas d'une amélioration technologique.

De même en cas de fermeture et/ou de transfert du site concerné, l'autorité concédante se réserve le droit de supprimer les distributeurs en place.

Dans les autres cas, la suppression ou l'ajout de distributeurs peut se faire dans la limite de 30% maximum.

17.6 Liste des produits

17.6.1 Les boissons chaudes

La fonctionnalité « plus de sucre » / « moins de sucre » sera proposée. Il est demandé une qualité supérieure pour toutes les boissons chaudes autant en finesse de grain qu'en proportion dans la boisson finie.

Une préférence sera portée sur du café en grain 70% arabica et 30% robusta et des boissons chocolatées comportant à minima 22 grammes de chocolat en poudre.

Il sera privilégié les boissons contenant peu de sucres et /ou aux composants naturels. Le concessionnaire pourra proposer du café labélisé biologique ou commerce équitable.

Les produits proposés devront être de grande marque à minima et de marque distributeur.

17.6.2 Les boissons froides

Le conditionnement sera adapté aux usages traditionnellement admis (bouteille d'eau de 50cl maximum, canettes de 33 cl maximum, brique de 20cl).

Les boissons alcoolisées seront interdites.

Hors sodas et eaux, il sera privilégié les boissons contenant peu de sucres et/ou aux composants naturels et/ou labélisés (commerce équitable et biologique).

Les produits proposés devront être de grande marque uniquement. Les marques distributeurs sont interdites.

17.6.3 Les denrées alimentaires

Il est demandé des produits de qualité. Il sera apprécié que le concessionnaire propose des produits labélisés (commerce équitable, biologique).

L'offre doit être diversifiée :

- Contenir des produits sucrés et des produits salés ;
- Contenir des produits type sandwiches, confiseries et friandises.

Les produits proposés devront être de grande marque uniquement. Les marques distributeurs sont interdites.

Article 18 : Régime financier

18.1 Forme et contenu des prix

Le concessionnaire se rémunère directement sur les usagers aux prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire (Annexe A).

Le concessionnaire assure le service à ses risques et périls, il ne pourra être demandé de prise en charge complémentaire par l'administration des produits restés impayés par les usagers.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, éco participatives ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de la présente concession, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'encaissement des fonds (recettes), leur conservation et leur transport se font sous l'unique responsabilité du concessionnaire.

18.2 Variation des prix

Les prix restent inchangés pendant la période ferme de douze (12) mois à compter de la date de début d'exécution de la concession.

Ils sont ensuite révisables, à l'initiative du concessionnaire, annuellement à la date d'anniversaire de la date de début d'exécution de la concession de service, à la hausse ou à la baisse en fonction du tarif du fournisseur applicable à l'ensemble de sa clientèle et en vigueur à cette échéance.

Le concessionnaire transmettra à l'autorité concédante, pour contrôle et validation, au moins deux (2) mois avant la date de révision sa demande au bureau achats publics par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les augmentations de tarifs devront être accompagnées de justificatifs.

L'autorité concédante peut refuser l'augmentation si elle n'est pas dûment justifiée. Aucune révision de prix ne sera accordée au-delà de cette date. A défaut, les prix seront maintenus pour une année supplémentaire.

Les modifications des prix sont effectives qu'après accord écrit du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon et s'appliquent à compter de la date d'anniversaire du début d'exécution du contrat.

Clause butoir

Les prix sont plafonnés à une augmentation maximale de 2,5% par an.

Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 2,5% par an, la concession de service pourra être résiliée par l'autorité concédante sans indemnité.

18.3 Redevance

La présente concession emporte occupation du domaine public et vaut autorisation d'occupation du domaine pour sa durée conformément à l'article L3132-1 du code de la commande publique.

L'autorisation d'occupation du domaine est accordée *intuitu personae* au titulaire de la présente concession.

La redevance domaniale fixée par la direction départementale des finances publiques et les conditions d'occupation sont fixées dans l'annexe domaniale.

Article 19 : Suivi de la prestation

A la demande de l'administration (du concédant ou du représentant de chaque site), le concessionnaire devra effectuer et présenter un bilan annuel à l'autorité concédante, conformément aux articles L3131-5 et

R3131-2 à R3131-4 du Code la Commande Publique. Sur la base de ce bilan, le concessionnaire pourra proposer des ajustements si nécessaires. Ce bilan sera également l'opportunité de faire évaluer l'offre de produits en fonction des statistiques collectées et des retours des utilisateurs recueillis par le site concerné.

Le concessionnaire devra fournir au bureau achats publics dans le cadre de ce bilan, les statistiques permettant de suivre l'historique des consommations sur les différents distributeurs. Ces éléments devront pouvoir être transmis sous format Excel. Ces statistiques fourniront, au minimum, les informations suivantes :

- Chiffre d'affaires par distributeur et par lieu d'implantation ;
- Chiffre d'affaires par catégorie (boissons chaudes, fraîches, etc.) ;
- Chiffre d'affaires par produit ;
- Etat des consommations par distributeur et par produit ;
- Etat des opérations de maintenance ;
- Etat des approvisionnements et délais (jours ouvrables, jours non-ouvrables et sur demande de l'autorité concédante).

Article 20 : Pénalités

Tout manquement du concessionnaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Celles-ci sont applicables de plein droit, après une mise en demeure restée infructueuse. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le concessionnaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du contrat aux frais et risques du concessionnaire.

Les cas suivants donnent lieu à application de pénalités, après une mise en demeure restée infructueuse :

- En cas de dépassement du délai contractuel de maintenance et de mise en service des distributeurs : deux cents (200) € TTC ;
- En cas de non réapprovisionnement d'un distributeur restant vide pendant vingt-quatre (24) heures : cinquante (50) € TTC par distributeur ;
- En cas de manquement dans les obligations d'hygiène et de sécurité : deux cent cinquante (250) € TTC par manquement constaté ;
- En cas de non production des contrats d'assurances : cinquante (50) € TTC par jour de retard ;
- En cas d'interruption du service pour une cause non légitime : cinquante (50) € TTC par jour de retard ;
- En cas de non-respect des obligations nutritionnelles et qualitatives des denrées alimentaires prévues : cinquante (50) € TTC par manquement constaté ;
- En cas de non-respect de la tarification prévue au bordereau de prix : cinquante (50) € TTC par produit ;
- Plus largement, en cas de non-respect de l'une des obligations contractuelles, réglementaires ou légales : deux cent cinquante (250) € TTC par manquement constaté.

Toute exonération de pénalité sera soumise à la décision du directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Article 21: Dispositions diverses

21.1 Langue

Tous les documents écrits remis par le concessionnaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le concessionnaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du contrat s'effectuera en français.

21.2 Sous-traitance

La sous-traitance dans le cadre de la présente concession de service s'effectue dans les conditions prévues aux articles L 3134-1 et L 3134-2 du Code de la Commande Publique. Dans tous les cas, le

concessionnaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat.

Le concessionnaire transmet à l'autorité concédante toutes les informations utiles mentionnées dans le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance dans un délai de deux mois avant l'intervention du ou des sous-traitants. L'acceptation des sous-traitants est soumise aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en termes de sécurité des sites et des informations.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

21.3 Résiliation

21.3.1 Cas général

Conformément aux dispositions des articles L3136-1 à L3136-6 du code de la commande publique, seul le concédant peut, de plein droit, mettre fin à la présente concession en cas de manquement avéré du concessionnaire à ses obligations.

Cette disposition sera précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

Elle sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception.

La présente concession sera automatiquement résiliée, de plein droit, sans aucun préavis, ni formalité et sans aucune indemnité dans les éventuels cas suivants :

- Cessation de paiement ;
- Liquidation judiciaire ;
- Manquement aux règles de sécurité ou de confidentialité ;
- Infraction à la législation, fiscale et au code de travail ;
- Manquement aux obligations réglementaires et légales liées aux denrées ;
- Détérioration ou utilisation abusive des locaux mis à disposition ;
- Indisponibilité du matériel constatée pendant plus de trente (30) jours consécutifs.

Le concessionnaire peut présenter des observations en réponse.

La décision est notifiée au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Le prestataire procède à l'enlèvement des appareils dans un délai de trente (30) jours suivant la réception du courrier recommandé.

Le concessionnaire fournit semestriellement les attestations fiscales, à jour, ainsi que tous les documents relatifs à ses obligations découlant du Code de travail, notamment les attestations d'URSSAF précisant qu'il est à jour de ses obligations patronales.

L'autorité concédante peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du concessionnaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose. Sauf en cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront exclusives au concessionnaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

21.3.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon peut, à tout moment, résilier la présente concession à la suite d'une décision de la tutelle du concédant remettant en cause l'avenir (fusion, dissolution, cessation d'activité, changement de statut, etc.) de l'établissement public administratif (EPA CBDDT), pour un motif d'intérêt général ou pour des raisons sanitaires.

La résiliation de la concession ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En cas de cessation d'activité, une notification en recommandée avec accusé de réception est adressée au concessionnaire qui procèdera au retrait de ses matériels et marchandises lui appartenant dans un délai de trente (30) jours, sans indemnité de sa part. A l'échéance de la période considérée, le matériel sera considéré comme abandonné.